

Table ronde organisée par le Pôle Ecologique du Parti Socialiste
mardi 25 janvier 2011 / Assemblée nationale

Pic pétrolier

quelles propositions politiques pour 2012 ?

Synthèse des interventions



Pour contacter le Pôle Ecologique du Parti Socialiste :

- Ecrire à : APEPS 38bis avenue de la République 33820 Braud et St Louis
- Tél. : 05 57 32 92 25
- Email : contactpoleecologique@gmail.com
- Site internet : www.monpoleecologique.fr
- Facebook : Pole Ecologique du Ps

L'objectif de ce colloque est simple, **faire entrer le pétrole en politique**. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les politiques envisagent le réchauffement climatique mais pas du tout la déplétion pétrolière et donc la crise générale qui suivra le pic pétrolier.

A. le silence des politiques

Le premier choc pétrolier (suite au quadruplement des prix du baril en 1973) avait inspiré la campagne de René Dumont, candidat aux présidentielles de 1974. Les analyses du mouvement écologiste naissant restent d'actualité : “En surexploitant les combustibles fossiles, on vole les ressources des générations futures” ; “Nous demandons l'arrêt de la construction des autoroutes, l'arrêt de la fabrication des automobiles dépassant 4 CV, nous luttons contre la voiture individuelle...”

De même en avril 1977, le président Carter s'adressait à la nation grâce à la télévision : “Ce que je vous demande est l'équivalent d'une guerre. Il s'agit bel et bien de préparer un monde différent pour nos enfants et nos petits-enfants.” Il propose d'économiser l'énergie. Mais sa cote de popularité est divisée par 2 (de 70 à 35 au début de 1978).

Ensuite le contre-choc pétrolier (la baisse du prix du baril) à partir de 1986 éloigne la problématique pétrolière des esprits. Les groupes d'étude du Grenelle sont restés muets sur cette question. Certes, un groupe a planché sur le thème “lutter contre le changement climatique et maîtriser la demande en énergie”. Mais dans le rapport publié, les économies d'énergie ne sont pas considérées comme une nécessité, simplement comme une solution pour réduire les émissions de dioxyde de carbone. Dans le groupe 2, sur le thème “Préserver la biodiversité et les ressources naturelles”, pas de discussion ! A croire que le pétrole n'est pas une ressource naturelle.

B. l'annonce d'une catastrophe par les analystes

Dès 1979, un ingénieur de l'industrie automobile, Jean Albert Grégoire, publie Vivre sans pétrole. Pour lui,

“Apercevoir la fin des ressources pétrolières, admettre son caractère inéluctable et définitif, provoquera une crise irrémédiable que j'appellerai crise ultime.” Il faut ensuite attendre 2003 pour que l'après-pétrole soit à nouveau analysé par Richard Heinberg dans Pétrole, la fête est finie. Un autre Américain, JH Kunstler, parle même en 2005 de la “Longue Catastrophe” qui accompagnera la déplétion pétrolière. La même année en France Yves Cochet, un des intervenants de ce colloque, est encore plus incisif, il envisage la pétrole apocalypse.

L'idée générale de tous ces auteurs est la même : plus nous attendrons, plus le choc sera terrible. Maintenant des rapports militaires, ceux de la Bundeswehr ou du Pentagone, se préoccupent vraiment de l'insécurité qui suivra le pic pétrolier. Les citoyens commencent à s'inquiéter, la fréquentation de ce colloque le prouve. Plus de 200 personnes dans cette salle comble et nous avons refusé par manque de place l'inscription de plus de 100 autres personnes. Que font les politiques alors que la descente énergétique est imparable ?

C. l'entrée du pétrole en politique avec ce colloque

Aujourd'hui à l'Assemblée nationale, le pétrole est vraiment entré en politique : deux députés à la tribune, 7 ou 8 présents dans la salle. Grâce à mon initiative menée dans le cadre du pôle écologique du PS, on ne pourra plus dire que les politiques étaient indifférents à la problématique pétrolière.

Pour en savoir plus :

bibliographie

- 1979 Vivre sans pétrole de J.A. GREGOIRE (Flammarion)
2003 Pétrole, la fête est finie de Richard Heinberg (Résistances, 2008)
2005 La fin du pétrole (le vrai défi du XXIe siècle de JH Kunstler (Plon, titre original the Long Emergency)
2005 La vie après le pétrole de Jean-Luc Wingert (Autrement)
2005 Panne sèche, la fin de l'ère du pétrole de D.Goodstein (Buchet et Chastel)
2005 Pétrole apocalypse d'Yves COCHET (Fayard)
2006 Le plein s'il vous plaît ! (la solution au problème de l'énergie) de Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean (Seuil)
2007 La faim, la bagnole, le blé et nous (une dénonciation des biocarburants) de Fabrice Nicolino
2009 La crise pétrolière (analyse des mesures d'urgence) de Bernard Durand (EDP Sciences)
2009 C'est maintenant ! Trois ans pour sauver le monde de Jancovici Jean-marc et Grandjean Alain (Seuil)
2009 Antimanuel d'écologie d'Yves Cochet (Bréal)

sur Internet :

- <http://petrole.blog.lemonde.fr/>, le site de Matthieu Auzanneau
www.manicore.com, le site de Jean-Marc Jancovici
<http://www.avenir-sans-petrole.org/>, le site de Benoît Thévard
<http://www.academie-technologies.fr/>, avec Pierre-René Bauquis
<http://aspofrance.org/>, ASPO, association pour l'étude du pic de production de pétrole et de gaz naturel
<http://www.peakoil.net/>, ASPO international
<http://www.iea.org/>, AIE = Agence internationale de l'énergie (site en anglais)
<http://www.postcarbon.org/>, en anglais
<http://www.odac-info.org/>, the Oil Depletion Analysis Center

Intervention introductive

Géraud Guibert

CONSEILLER MUNICIPAL DU MANS (PS),
ANCIEN CONSEILLER DE P. BÉRÉGOVOY ET DE LAURENT FABIUS,
CO-FONDATEUR ET ANIMATEUR DU PÔLE ÉCOLOGIQUE DU PS,
AUTEUR DE "TOUS ÉCOLOS... ET ALORS" (LIGNES DE REPÈRES, 2010)

Au nom du pôle écologique du parti socialiste, je vous souhaite chaleureusement la bienvenue pour la table ronde que nous organisons ce soir, qui est un vrai événement. Je voudrais remercier l'ensemble de ceux qui l'ont rendu possible, le groupe socialiste, qui nous a prêté cette salle, les différents intervenants, et bien sûr toute l'équipe du pôle, en particulier Michel Sourrouille, pour le temps et l'énergie consacrés à la préparation de cette réunion.

Votre présence si nombreuse montre l'importance et l'actualité de la question que nous allons aborder. Je voudrais transmettre nos excuses auprès des nombreuses personnes, plus d'une centaine, que nous n'avons pas pu inscrire pour des raisons de contenance de salle. Un compte-rendu écrit sera publié et adressé à chacun des participants, et, bien sûr, à ceux qui n'ont pas pu venir.

Le pôle écologique du PS a voulu organiser cette table ronde pour débattre non de la réalité du pic pétrolier, qui est aujourd'hui largement admise, mais des propositions politiques nécessaires pour y faire face lors de la prochaine grande échéance démocratique de 2012. Je voudrai de ce point de vue énumérer quelques idées simples, qui forment le socle de nos convictions sur ce sujet.

1) L'existence d'un pic pétrolier, c'est-à-dire le moment où la consommation de pétrole dans le monde devient supérieure aux découvertes de nouveaux gisements, est largement démontrée. Il est fort probable que nous sommes en train de l'atteindre. Le calendrier et les modalités de ses effets méritent un débat, mais il y a au moins une réalité largement incontournable : si nous ne faisons rien ou trop peu, nous n'échapperons pas dans l'avenir à des hausses fortes et erratiques des prix du pétrole, qui affecteront en priorité les plus modestes. Ceci est une motivation supplémentaire pour les socialistes et la gauche pour préparer en urgence le monde de l'après-pétrole.

2) La question du pic pétrolier doit être étroitement

liée à celle du changement climatique. Les deux phénomènes ont une origine partiellement commune, l'utilisation sans retenue ni limite des ressources en hydrocarbures. Pour définir des priorités politiques concrètes, il est nécessaire d'appréhender ces deux réalités en même temps, pour éviter que des mesures pour tenter de traiter un problème nuisent au second. Certaines alternatives fossiles à la diminution des réserves de pétrole auraient par exemple de très graves inconvénients sur le plan climatique, que ce soit l'accroissement de l'utilisation du charbon ou l'exploitation à grande échelle du pétrole non conventionnel.

3) Les solutions pour préparer l'après-pétrole sont multiples, à tous les niveaux, choix individuels (modification des comportements), initiatives locales, actions du monde économique, négociations internationales. Chacun a son rôle à jouer. Mais le cadre de la politique nationale garde un rôle majeur, que ce soit pour sensibiliser l'opinion publique grâce au débat démocratique, procéder aux bons choix réglementaires et fiscaux, ou encore utiliser les dépenses publiques pour anticiper la raréfaction des ressources fossiles.

4) Malgré les espoirs nés du Grenelle, la politique menée au bout du compte par le gouvernement actuel est dans ce domaine tout à fait insuffisante. La France est dans une situation originale du fait du choix d'une prédominance massive de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité. Mais l'existence d'un important parc de centrales nucléaires n'empêche pas notre consommation de pétrole par habitant d'être supérieure à celle de nos principaux partenaires européens.

Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur l'énergie nucléaire, le cas de notre pays doit être distingué du reste du monde. En France, pour les principaux usages du pétrole (industrie, transport), l'électricité ne peut pas à court terme s'y substituer massivement. Notre pays exporte en outre déjà une

bonne partie de sa production d'électricité. Un remplacement supplémentaire du pétrole par du nucléaire ne peut donc être sérieusement considéré dans notre pays comme une option possible à la hauteur de l'enjeu.

5) Il s'agit donc bien de construire un autre modèle de développement, avec une organisation différente de l'espace et du temps, un nouveau mode de production et de consommation, un nouveau sens et de nouvelles finalités pour l'évolution de la société. Le progrès technique peut apporter beaucoup, mais il ne suffira pas. Le basculement vers ce nouveau modèle économique suppose deux exigences majeures : réduire très fortement les inégalités, condition nécessaire pour faire supporter le renchérissement inévitable du coût d'utilisation des hydrocarbures et mettre fin au gaspillage et à l'hyperconsommation qui

gouvernent nos sociétés ; permettre à la puissance publique, garante du long terme, de jouer un rôle actif, que ce soit en matière de réglementation, de fiscalité ou de dépenses publiques.

Deux exemples permettent d'illustrer cette double priorité : une contribution climat-énergie, bien nécessaire, peut être d'autant mieux comprise et acceptée si elle s'intègre dans une réforme fiscale d'ensemble accentuant la progressivité des prélèvements fiscaux ; pour mieux isoler les logements des locataires modestes, qui sont souvent des "passoires thermiques", la puissance publique doit intervenir vis-à-vis des propriétaires n'ayant pas l'envie ou les moyens de faire des travaux.

Poser la question du pic pétrolier, c'est ainsi, d'une certaine façon, inventer un monde nouveau, plus conforme à nos aspirations et nos réels besoins. D'où l'importance de nos débats de ce soir.

L'intervention de Matthieu Auzanneau est reprise sur son blog : Présentation sur le pic pétrolier à l'Assemblée nationale <http://petrole.blog.lemonde.fr/2011/02/14/presentation-a-lassemblee-nationale-sur-le-pic-petrolier/>

Bernard Durand

GÉOLOGUE ET GÉOCHIMISTE,
SPÉCIALISTE DES MÉCANISMES DE LA FORMATION DES GISEMENTS DE PÉTROLE ET DE GAZ,
AUTEUR DU LIVRE "LA CRISE PÉTROLIÈRE, ANALYSE DES MESURES D'URGENCE" (EDP, 2009)

Le pic pétrolier et l'Europe, une situation d'urgence

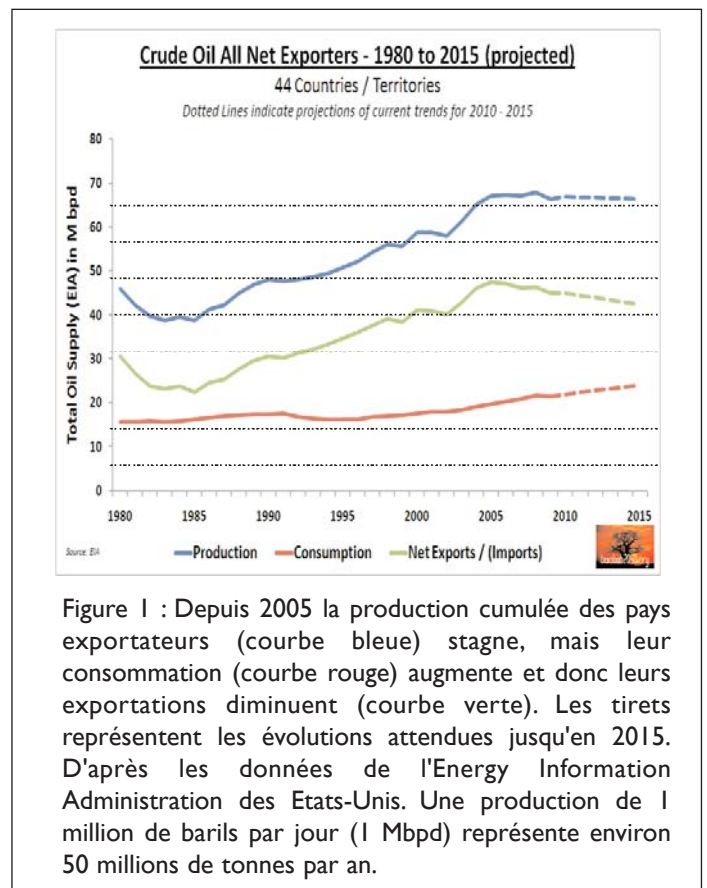
Après une longue période de silence, d'occultation puis de déni, il est tout d'un coup largement reconnu que le Pic Pétrolier (Peak Oil) mondial, c'est-à-dire le moment où les quantités de pétrole disponibles à la consommation à l'échelle mondiale vont atteindre leur maximum possible, va avoir lieu incessamment. L'offre globale de pétrole va ensuite diminuer, et les quantités de pétrole disponibles par habitant de la planète diminueront plus vite encore.

Pour autant on ne parle guère de la façon dont va se répartir cette offre entre les pays consommateurs. En particulier, quelle part de ce gâteau en voie de rétrécissement vont pouvoir récupérer les pays consommateurs n'ayant pratiquement pas de ressources pétrolières sur leur sol, comme c'est le cas de la plupart des pays européens ? Car ces pays ne pourront avoir recours qu'à des achats sur le marché international pour satisfaire leurs besoins en pétrole.

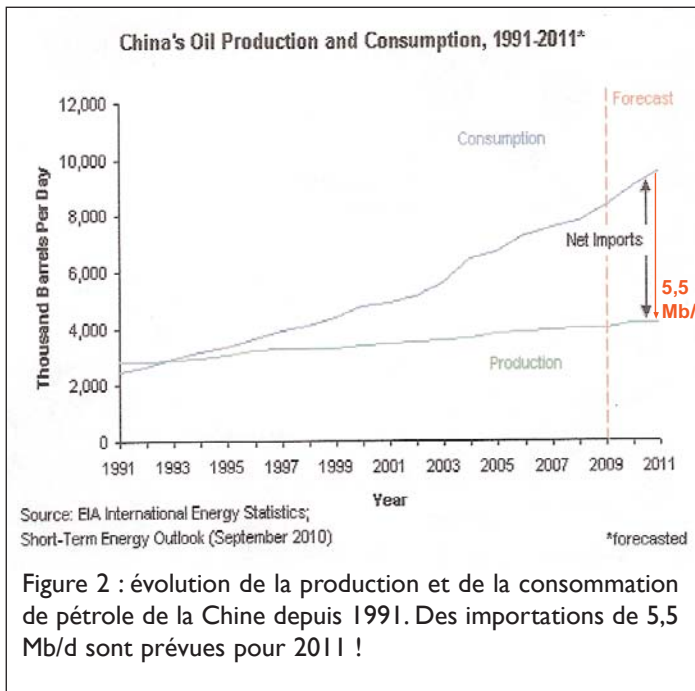
Or les quantités de pétrole qui seront mises sur le marché par les pays exportateurs vont obligatoirement décroître plus vite que leur production : non seulement ils vont utiliser une part de plus en plus grande de celle-ci pour leur propre développement, mais aussi leur population va augmenter. Ils voudront également conserver en terre une partie de leur pétrole pour préserver l'avenir.

Ce phénomène est déjà en cours, et l'on prévoit que les quantités exportées, qui ont déjà diminué de 5 % de 2005 à 2010, diminueront encore d'environ 5 % de 2010 à 2015 (figure 1). Les avis divergent sur la suite : l'Association for the Study of Peak Oil and gas (ASPO) s'attend à un déclin de plus en plus rapide,

l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), toujours optimiste, s'attend à une quasi stagnation pendant encore 20 à 30 ans.



D'autre part, et c'est sans doute ce qui est le plus déterminant à court terme, les grands pays émergents ont des croissances très rapides. Leur consommation de pétrole est en train d'exploser à cause de leur passage à la civilisation de l'automobile. En particulier les importations de la Chine croissent exponentiellement, et à ce rythme, elles auront dépassé celles des Etats-Unis (10 à 11 Mb/d) dans moins de dix ans (figure 2).



l'échelle mondiale.

L'extrapolation des tendances actuelles laisse penser que les pays européens, s'ils ne veulent pas être bientôt pris dans des tourmentes économiques, seraient bien inspirés de réduire rapidement et massivement leur consommation de pétrole. Ils dépendent en effet presque entièrement du marché international, et la production de la Mer du Nord, en déclin très rapide, leur ôte progressivement tout filet de sécurité.

Leur feuille de route devrait être à peu près la suivante : réduction d'environ un tiers d'ici 15 ans, de 50 % d'ici 25 ans, et de 60 % d'ici 35 ans (figure 4).

La santé économique des pays développés est actuellement très liée au prix du pétrole.

Aux Etats-Unis par exemple, les grandes récessions de l'après-guerre se sont produites juste après des augmentations brutales de ce prix (figure 3).

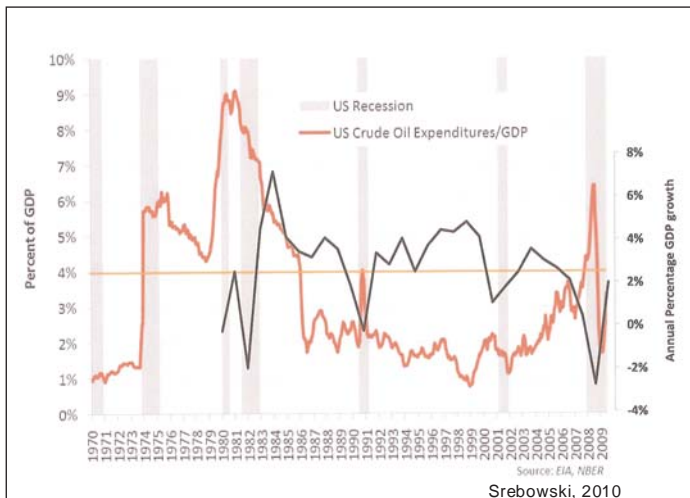


Figure 3 : Aux Etats-Unis, les périodes de fortes décroissances du Produit Intérieur Brut (GDP, courbe noire) ont eu lieu quand la facture pétrolière (courbe rouge) a dépassé 4% de celui-ci.

Or de cette confrontation entre des importations qui augmentent et des exportations qui ne pourront plus que diminuer ou au mieux stagner, va naître un risque de forte hausse des prix, si les pays importateurs ne trouvent pas les moyens d'adapter rapidement leur consommation aux quantités disponibles sur le marché. Il suffira alors d'une crise même courte, d'ordre technique, politique ou climatique dans un pays producteur pour mettre le feu au marché et provoquer une crise économique à

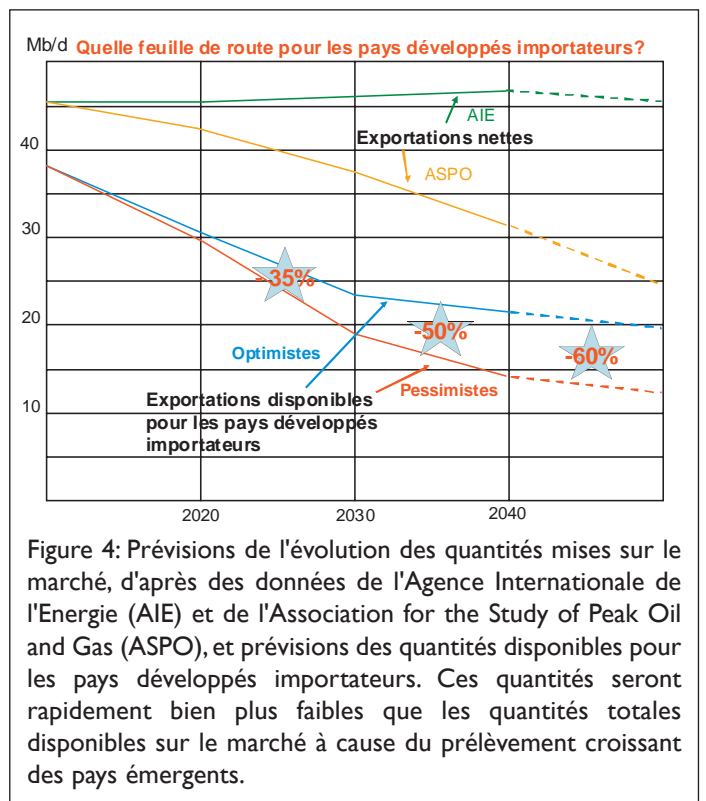


Figure 4: Prévisions de l'évolution des quantités mises sur le marché, d'après des données de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO), et prévisions des quantités disponibles pour les pays développés importateurs. Ces quantités seront rapidement bien plus faibles que les quantités totales disponibles sur le marché à cause du prélèvement croissant des pays émergents.

En Europe, les deux secteurs les plus consommateurs sont le résidentiel-tertiaire, avec le chauffage (15%), et les transports, avec les carburants (65%). Ils sont donc à traiter en priorité, d'autant plus que le pétrole est à réserver à d'autres usages, tels que la pétrochimie, où il est très difficile à remplacer.

Etant donné l'urgence de la situation, on ne peut se contenter de mesures qui ne peuvent avoir d'effets qu'à moyen ou long terme. Il faut leur associer impérativement des mesures ayant des effets à court terme :

- Dans le secteur résidentiel-tertiaire, pour le moyen et le long terme un programme massif

d'isolation du bâti ancien, et pour le court terme un programme de relevage très rapide des chaudières à fuel par d'autres moyens de chauffage, utilisant les énergies renouvelables plutôt que le gaz. Car celui-ci sera en voie de raréfaction d'ici 20 à 30 ans, comme c'est le cas aujourd'hui du pétrole.

- Dans le secteur des transports, pour le moyen et le long terme le passage progressif aux véhicules électriques et hybrides rechargeables, utilisant autant que possible une électricité décarbonée, accompagné d'une politique favorisant la réduction des distances parcourues, les transports en commun et les déplacements doux, et pour le court terme un programme massif de réduction de consommation des véhicules à moteur thermique, par l'accélération de la mise en œuvre des progrès technologiques déjà réalisés par les constructeurs, mais aussi en encourageant fortement un effort "citoyen" de réduction des vitesses, d'écoconduite et de choix de véhicules peu consommateurs.

La mise en œuvre d'un tel programme représente une véritable révolution technologique et sociale.

Pour garantir le court et le moyen terme il sera en outre indispensable d'avoir l'adhésion des consommateurs, et que d'autres ensembles géopolitiques très gaspilleurs, en particulier l'Amérique du Nord et les pays du Moyen-Orient, fassent dans le même temps des efforts analogues. Le long terme restera malgré cela bien incertain.

L'Europe des 27 ne semble pas vouloir pour l'instant diminuer sa consommation, si l'on en croit le document récent de la Commission Européenne, Energy trends to 2030, établi d'après les prévisions des Etats membres. Ce document prévoit en effet que la consommation de pétrole sera en 2030 à peu

près la même qu'en 2010, et qu'il en sera de même des importations (figure 5).

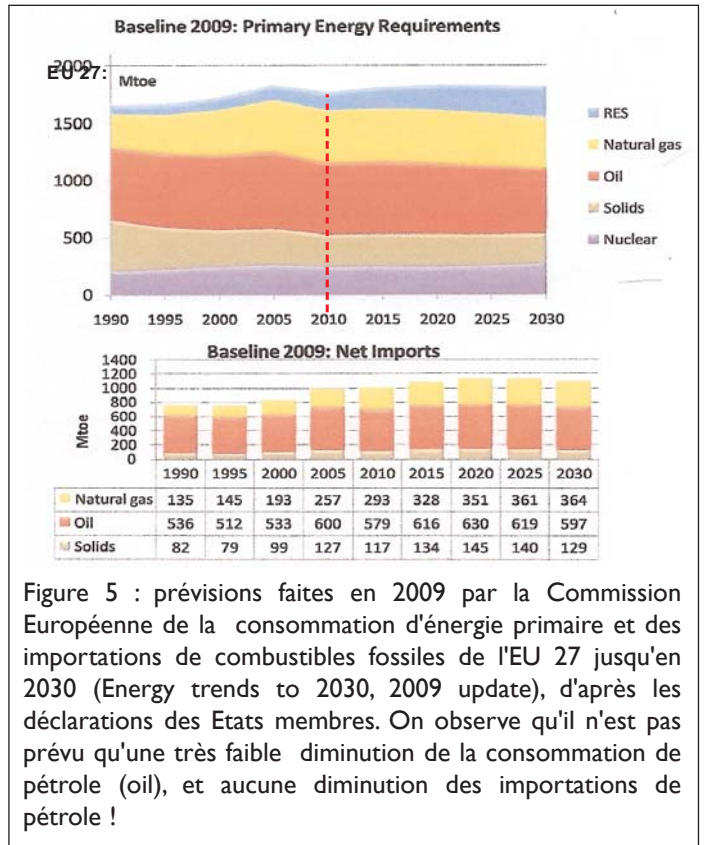


Figure 5 : prévisions faites en 2009 par la Commission Européenne de la consommation d'énergie primaire et des importations de combustibles fossiles de l'EU 27 jusqu'en 2030 (Energy trends to 2030, 2009 update), d'après les déclarations des Etats membres. On observe qu'il n'est pas prévu qu'une très faible diminution de la consommation de pétrole (oil), et aucune diminution des importations de pétrole !

Une prise de conscience semble cependant avoir eu lieu depuis quelques mois. Mais devant l'urgence, le besoin d'une politique énergétique beaucoup plus active et coordonnée entre les pays européens se fait sentir. Ne faudrait-il pas créer dans cette intention une institution uniquement en charge de cette politique, à l'image de l'ancienne Communauté Economique du Charbon et de l'Acier ?

Références:

Skrebowski, C., 2010: PeakOilUpdate. Introducing ESOP <http://www.aspousa.org/2010presentationfiles/>
 Commission Européenne, 2010 : Energy Trends to 2030, update 2009. Directorate-General for energy.

Je commence par une question, combien de parlementaires dans cette salle ? 1,2 3, on va dire sept ou huit ! Au niveau de l'énergie, c'est le serpent qui se mord la queue : les parlementaires n'ont pas conscience de l'urgence du problème, donc ils ne viennent pas s'informer, donc ils n'ont pas conscience du problème ! Quelle est la martingale qui permettrait à 200 parlementaires de se tenir tranquille dans une salle pendant trois heures pour écouter un cours ? Si quelqu'un a une réponse, je prends ! Car c'est une bonne partie de la stabilité politique de la France dans les vingt ans qui viennent qui en dépend. Comme les politiques sont interrogés par des journalistes qui n'y connaissant rien non plus, cela tourne en vase clos, à aucun moment il n'y a d'issue.

Quelques pensées en désordre :

- Si on met bout à bout pétrole, gaz et nucléaire, on est aux alentours de 90 % de l'énergie primaire. Or la consommation d'énergie fait le pouvoir d'achat. Si on divise par dix la production d'énergie, il faut diviser par dix le pouvoir d'achat des Français.
- Le pic pétrolier, c'est un théorème de math. Il y a une dotation limitée de pétrole, de gaz et de charbon, un stock de départ donné une fois pour toutes. L'extraction part de zéro, passe par un maximum puis décroît. Cela se passe de la même façon pour tout minerai, pour le phosphate, l'alumine, le Tantale... c'est mathématique.
- Ce qui compte, c'est la quantité de pétrole par habitant. Avec l'accroissement démographique, la part diminue. La quantité mondiale de pétrole par habitant est déjà à la baisse depuis 1980. Il faut ajouter la baisse de capacité d'exportation des pays producteurs de pétrole qui font face à leurs propres besoins. La France connaît aussi une baisse de sa part dans les exportations mondiales.

Ces trois baisses se conjuguent et je rappelle cette évidence : il n'existe pas de consommation croissante quand la production décroît. Il existe pourtant des gens qui font encore des scénarios de consommation croissante du trafic, imaginent le Grand Paris ou l'aéroport Notre Dame des Landes... mais avec quelle énergie ? Se contenter de dire que la demande ne sera pas satisfaite est idiot. Le Grenelle est postérieur de deux ans à la baisse de la consommation de carburant en France. La faillite de Lehmann Brothers nous a rendu un grand service...

- Le prix des fossiles est dérisoire. Les ressources naturelles mises à notre disposition sont gratuites, nous ne comptabilisons que les revenus humains, le travail et les rentes. On ne paye pas la formation du litre de pétrole. Pourtant pour le fabriquer, il faut de l'énergie solaire et attendre 300 millions d'années. Allez refaire cela avec vos petits bras musclés, cela ne va pas vous coûter le même prix !

L'idée qu'on va pouvoir trouver des substituts à l'énergie fossile ou à l'uranium, c'est une chimère, ça n'existera pas. Aujourd'hui, pour faire un baril jour de pétrole conventionnel, il faut mettre sur la table 20 000 dollars de coût en capital. Pour les hydrocarbures non conventionnels, coal to liquids ou sables bitumineux, il faut 200 000 dollars. Dix fois plus de capital nécessaire, le coût en capital du déplacement des ressources fossiles représente des sommes astronomiques. Il faut donc investir massivement dans les économies d'énergie sinon le problème social sera dramatique. J'ai une cravate, cela montre bien que je me préoccupe plus du sort des hommes que de celui des marmottes.

Dernière chose, et les socialistes ont joué leur rôle, le rejet de la taxe carbone sous le prétexte que cela allait assommer les Français est une grave erreur. Pour une croissance du prix de baril de 50 dollars,

c'est une taxe carbone de 100 dollars qui va alimenter les caisses des fonctionnaires vénézuéliens, saoudiens ou russes. Dans un pays comme le nôtre qui importe 99 % de son pétrole, la taxe carbone nous la payons de toute façon.

Parce que nous avons déjà beaucoup trop attendu, les investissements de transition qu'il va falloir faire dans un contexte récessif posent problème. L'inertie des systèmes énergétiques du côté de la consommation (parc de logements, de voitures...) fait que le changement ne se fait pas en une semaine, mais

plutôt en 30 ans. Géraud Guibert a dit en souriant que les socialistes n'étaient pas au pouvoir il y a deux ans. Mais les socialistes l'ont été au cours des trente dernières années. La faute est collective, il n'y a pas droite ou gauche sur la question, il n'y a pas électeurs ou élus, on s'est tous vautrés, on a beaucoup trop attendu pour faire les choses en douceur. Mais si nous en le faisons pas maintenant de manière extrêmement musclée, ce qui nous attend n'est pas du tout ce que conçoivent les politiques dans leurs programmes électoraux pour 2012.

Benoît Thévard

INGÉNIEUR DE L'ÉCOLE DES MINES EN GÉNIE ÉNERGÉTIQUE,
COLLABORATEUR DE PATRICK DÉRY,
SPÉCIALISTE DE L'ÉNERGIE AYANT PROPOSÉ UN SCÉNARIO POUR
L'INDÉPENDANCE AU PÉTROLE DU QUÉBEC D'ICI 2030
IL RÉDIGE ACTUELLEMENT UN LIVRE QUI ABORDE L'APRÈS-PÉTROLE
SOUS L'ANGLE DE LA RÉSILIENCE LOCALE
AUTEUR DU SITE [HTTP://WWW.AVENIR-SANS-PETROLE.ORG/](http://www.avenir-sans-petrole.org/)

CONTEXTE

3 Constats (suite aux interventions précédentes).

Il y aura de moins en moins de pétrole sur le marché international et les énergies alternatives ne pourront pas compenser le déclin de la production.

Le fonctionnement de notre société est dépendant d'une croissance économique et matérielle qui ne peut se faire sans augmenter globalement la consommation d'énergie.

Le délai qu'il nous reste pour agir est extrêmement court au regard des efforts qu'il faut réaliser pour changer de paradigme et sortir de l'ère du pétrole.

Il n'y a donc plus de doute sur le fait que nous allons subir un changement profond dont nous ne maîtrisons aujourd'hui, ni l'ampleur, ni les conséquences.

QUE FAIRE ?

- Sensibiliser la population sur le pic pétrolier. Aujourd'hui les changements climatiques font l'objet, à juste titre, d'une grande médiatisation. Mais il est important que la population prenne conscience que les problèmes concernant le pétrole interviendront avant les 30 ou 40 ans communément admis.

- Faire l'état des lieux de notre dépendance au pétrole pour prendre conscience de la vulnérabilité de l'organisation de notre société.

Nous devons donc anticiper la crise énergétique et nous préparer individuellement et collectivement à changer de paradigme.

C'est là qu'intervient la notion de résilience car c'est la capacité d'un système (écosystème, famille, commune ...) à subir un choc ou un changement perturbant, à s'y adapter et à se réorganiser tout en conservant ses fonctions principales et son identité.

Pour préserver les fonctions principales d'une communauté humaine, il convient donc d'assurer en toutes circonstances les besoins vitaux des citoyens.

Quelques exemples concernant ces besoins :

Alimentation : Les méthodes agricoles, l'industrie agro-alimentaire et la logistique de distribution sont fortement dépendantes des énergies fossiles (exemple pénurie d'essence 2010). Nous observons aujourd'hui une forte corrélation entre le prix de l'alimentation sur celui de l'énergie.

Santé : La médecine conventionnelle en France exige toujours plus de transports individuels vers les centres spécialisés, des médicaments fabriqués avec des dérivés du pétrole, des matériels en

plastique jetables et stériles. (exemple : choc pétrolier 73)

Bâtiment : La fabrication des matériaux de construction et d'isolation diffusés actuellement, comme le béton et la laine de verre, nécessite une très grande quantité d'énergie.

Puisque nous aurons moins de ressources et d'énergie à l'avenir, il faut absolument s'assurer qu'elles seront affectées aux besoins essentiels.

COMMENT ?

3 niveaux d'action

Initiative citoyenne des villes en transition :

Modèle né en Angleterre en 2005.

Objectif de sensibiliser les populations et d'engager une transition vers plus de résilience locale.

Le réseau compte aujourd'hui plus de 350 initiatives à travers le monde dont une vingtaine en France.

L'implication citoyenne est fondamentale s'il s'agit de changer les modes de vie.

C'est pourquoi la prise de conscience par la population des défis qu'il faut relever semble indispensable, ainsi que sa participation dans les choix d'orientation de la communauté.

Il s'agit d'une logique de bottom-up (du bas vers le haut)

Cependant, ce niveau d'action manque d'une vision globale des acteurs et de l'organisation du territoire. Il ne dispose pas non plus des leviers administratifs et financiers pour faire évoluer le tissu économique et les réseaux techniques comme l'eau, l'énergie et les transports.

Niveau politique local (agglo, com.com.) :

Avant de savoir où l'on va, il faut savoir où l'on est.

Je propose d'évaluer la résilience des territoires (par un bilan résilience par exemple), c'est-à-dire sa capacité à subir le choc énergétique du pic pétrolier et à se réorganiser en fonction de ce changement.

Avec l'équipe Résilience, nous travaillons avons mis en place cette méthode d'évaluation. Pour cela, nous sommes appuyés sur la pyramide de Maslow et avons déterminé les besoins suivants :

- **3 besoins primaires : Alimentation, santé et**

habitat.

- **3 besoins fonctionnels : l'économie, l'énergie et le transport.**

Les besoins fonctionnels sont nécessaires pour apporter la réponse aux besoins primaires.

Dans cette perspective de changements, les critères de la résilience semblent vraiment adaptés pour guider la stratégie de réorganisation.

Cette évaluation n'est pas un but en soi, elle est un outil d'aide à la décision.

Elle devra donc conduire à l'élaboration d'un plan d'actions de court, moyen et long termes.

Nombre d'entre elles seront simplement liées aux changements des pratiques quotidiennes et à la gestion du territoire (jardins partagé, ateliers de partages de savoirs, achats groupés, monnaies locales...)

Pour les actions faisant appel à des investissements financiers importants (smart grid, création d'activités ...), il faudra utiliser des outils de financements existant comme le partenariat public privé, ou en créer de nouveau si besoin. Ceci devra être pensé dans une logique d'économie sociale et solidaire pour être durable.

La relocalisation des activités indispensables à la population permet, en outre, de dynamiser et diversifier l'activité économique locale tout en créant des emplois durables. En effet, puisqu'il s'agit de répondre à des besoins immuables, les emplois sont théoriquement immuables également.

Niveau politique national et européen :

Pour être durable, la réorganisation locale ne pourra être ni standardisée, ni imposée.

Les ressources de chaque territoire étant différentes, il serait inefficace d'imposer les mêmes outils à tout le monde.

Donner aux collectivités locales des objectifs de résultats tout en laissant une liberté de moyens.

Faciliter cette prise d'autonomie par des incitations et des ajustements réglementaires et fiscaux.

L'idée d'une taxe carbone dont l'augmentation serait planifiée me semble très pertinente pour contraindre au changement des pratiques. Mais sans la mise en place d'alternatives locales, nous risquons de mettre

en grande difficulté les citoyens les plus modestes.

Conclusion

L'énergie sera de + en + rare et de + en + chère.

Il existe des solutions à mettre en œuvre dès à

présent pour préparer les populations aux changements qui s'annoncent

Aux élus de s'en saisir pour construire, d'ici 2012, un programme à la hauteur de ce véritable enjeu de société.

Yves Cochet

DÉPUTÉ (EUROPE ECOLOGIE-LES VERTS),
PRÉSIDENT DU GROUPE D'ÉTUDES SUR LES PICS PÉTROLIERS ET GAZIERS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
AUTEUR DU LIVRE "PÉTROLE APOCALYPSE" (FAYARD, 2005)

Je n'ai pas une vision continuiste, il y aura un rupture, une catastrophe qui est pratiquement certaine dans les dix ans qui viennent, essentiellement à cause du pic pétrolier. Un effondrement au sens de Jared Diamond. Il est difficile de se rendre compte à quel point cela va changer nos vies. Même mes amis écolos pensent que cela va continuer, business as usual. Les candidats aux présidentielles programment encore une croissance retrouvée pour payer la dette, le déficit de la sécu... C'est, au minimum, irresponsable. Je ne suis ni pour ni contre la décroissance économique, elle est là. Il y a moins d'un mois, on a voté un budget prévisionnel avec un taux de croissance de 2,5 % en 2014 ; c'est du délire verbal. Cette croissance est objectivement impossible, les intervenants précédents l'ont démontré. On avait voté 1 % de croissance pour 2009, nous avons obtenu - 2,6 %. Fillon et Lagarde ne savent pas dans quel siècle nous sommes. Le gap, le fossé entre ceux qui voient le pic pétrolier et les autres est immense. Mais quand on ne sera pas demain si on aura ou non de l'eau potable et si nous aurons à manger pour nos enfants, alors on ne pourra que prendre conscience de la réalité.

Je dis à mes amis socialistes, les choses sont très sérieuses. Il faut lire les rapports du Pentagone et de la Bundeswehr, alarmistes, et les assureurs, encore plus alarmistes ; ils font des analyses que j'aurais du mal à faire, on me traiterait de fou ou d'extravagant. Mais les militaires savent ce qu'est la sécurité et les assureurs savent compter. Il faut les écouter, et non ces politiques qui disent "votez pour moi, cela ira mieux demain". Pour la 1ère loi d'orientation sur l'énergie, ici à l'Assemblée nationale le 19 mai 2004, j'ai proposé plus de 150 amendements dont la plupart avaient trait au peak oil. Il y avait des députés

qui ne savaient pas de quoi il s'agissait, il y a même un qui a dit : " Quoi, la picole ? ". Un autres confondait déplétion pétrolière et dépression. Le ministre de Bercy, Sarkozy, lisait Paris Match et pensait sans doute que j'avais un delirium tremens. J'ai défendu pendant plus de trois heures mes amendements pour une loi qui est encore en vigueur actuellement, personne n'a écouté. Est-ce que la prise de conscience a augmenté parmi mes collègues depuis 2004 ? A mon avis epsilon, presque rien !

Une politique responsable qui serait définie en 2012, et là je pèse mes mots parce que c'est grave, c'est minimiser le nombre de morts. Promettre "on va retrouver la croissance", ça c'est irresponsable. Le problème dans nos sociétés riches, les pays de l'OCDE, c'est qu'on est des drogués sans le savoir, addicts au pétrole, et comme on est des drogués, c'est impossible de se sevrer rapidement. Or on ne peut pas tenir plus de deux ou trois jours sans pétrole. Il faut voir cela comme une psychopathie collective. Comment soigner les malades que nous sommes, c'est-à-dire plus d'un milliard d'êtres humains, quand d'autres en Chine, au Brésil ou en Russie veulent imiter notre modèle ? D'où la difficulté politique.

Il n'y a pas de substitut au pétrole. Mes amis écolos veulent développer les éoliennes, Sarkozy a lancé du côté de Saint Nazaire un champ d'éoliennes off shore. Mais l'éolien ou le photovoltaïque, ce sont des sucettes pour faire plaisir à certains. Il faut voir que les ordres de grandeur entre l'énergie fossile et le renouvelable est incommensurable. Si en 1974 on avait tout misé sur l'énergie renouvelable au lieu de lancer le programme électronucléaire avec le plan Messmer, on pouvait s'en tirer. Aujourd'hui, être pour

ou contre le nucléaire, pour ou contre les éoliennes, ce sont des questions platoniciennes, essentialistes. On est dans le temps de l'histoire et nous n'avons plus le temps, le compte à rebours est amorcé. L'ancien ministre de Carter, Robert Hirsch, évoque un krach programmé, un programme de guerre, une mobilisation générale. Il faut un électrochoc car l'énergie est à la base de tout. Plus on attend, plus ce sera douloureux. Comment peut-on vivre avec moins d'énergie ?

Je propose quatre solutions :

- l'autosuffisance locale et régionale, qui permet la transition, la résilience, la résistance au choc pétrolier ;
- la décentralisation géographique du pouvoir ;
- la relocalisation économique ;
- une planification concertée et des quotas, c'est-à-dire un rationnement. Il ne faut pas avoir peur des mots. D'ailleurs aujourd'hui nous sommes déjà

dans un système de rationnement, ça s'appelle le système des revenus et des prix. Le litre de super à 5 euros, les riches s'en foutent, ils peuvent payer. Les pauvres payent, et ils ne pourront plus payer. Il faut le même quota par personne, c'est l'égalité parfaite : quel que soit votre revenu, vous avez droit à la même quantité d'essence. Il va y avoir du marché noir, c'est la souplesse !

Il faudra remplacer en cinq ans les millions de chaudières au fuel par des chaudières au bois, il ne faut plus brûler le pétrole. C'est comme mettre un Picasso au feu. Le pétrole devrait au bas mot valoir 1000 dollars le baril et l'essence 20 dollars le litre. A l'heure actuelle le pétrole est gratuit, moins cher qu'un litre de coca, c'est scandaleux. Je termine par un appel à la sobriété, une alimentation locavore, plus locale, plus végétale, plus saisonnière. Le mot d'ordre qui s'impose pour les transports : moins vite, moins loin, moins souvent.

Philippe Tourtelier

DÉPUTÉ D'ILE-ET-VILAINE (PS),
VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
EN CHARGE DU SUIVI DU GRENELLE AU SEIN DU GROUPE SOCIALISTE,
MEMBRE DU PÔLE ÉCOLOGIQUE DU PS

Je voudrais faire trois remarques préalables, avant d'aborder ensuite la question des éventuelles réponses au pic pétrolier, d'abord brièvement sous l'angle technologique, puis plus longuement à partir d'une approche sociétale.

Première remarque. Je crains que les deux dernières interventions par leur caractère dramatisant (à mon sens parfois excessif) n'aboutissent pas à la mobilisation citoyenne recherchée. Or, nous sommes tous d'accord, la question centrale est celle de la remise en cause éventuelle de la démocratie par la raréfaction de la ressource. Certains parlent de la nécessité d'entrer en "économie de guerre". Mais celle-ci n'est-elle pas déjà une première atteinte à la démocratie ?

Deuxième remarque. La question que se posent en particulier les politiques est : "combien de temps avons-nous pour sortir de notre" intoxication au pétrole "en évitant crises et violences menaçant

notre démocratie ?". C'est pourquoi il est essentiel, pour déterminer le degré d'urgence, d'observer le couple décroissance de la disponibilité/augmentation de la demande mondiale.

Les hypothèses retenues dans un cas (capacité des nouveaux gisements, meilleur rendement de l'extraction, fiabilité des déclarations des compagnies, externalités environnementales négatives...) comme dans l'autre (rythme de croissance de la demande des pays émergents, modèle de développement...), ces hypothèses doivent être confrontées en permanence à la réalité, pour permettre d'ajuster le cadre temporel des politiques menées.

Enfin troisième remarque : il existe un quasi consensus pour dire que le prix du pétrole va augmenter de façon tendancielle (même avec des variations ponctuelles à la hausse ou à la baisse) : le pétrole sera à l'avenir cher, voire très cher, compte tenu au moins de trois facteurs : l'augmentation plus

rapide de la demande par rapport à l'offre (aboutissant au pic pétrolier), le renchérissement du prix d'extraction (sables bitumineux, forages profonds), l'internalisation probable des coûts environnementaux (pollution, CO2...). Rappelons la distinction entre le coût et le prix : on compare le prix des énergies en soulignant que les énergies renouvelables sont d'un prix supérieur aux énergies fossiles ou au nucléaire. Mais si on intègre dans le prix l'ensemble des coûts (démantèlement des centrales et gestions des déchets pour le nucléaire, marée noire et CO2 pour les fossiles), alors les énergies renouvelables sont d'un prix moins élevé... L'internalisation des coûts environnementaux augmentera le prix du pétrole.

Ainsi indépendamment de la "date" du pic pétrolier, dès aujourd'hui, pour nous adapter à cette hausse des prix et nous préparer à la raréfaction de la ressource, il nous faut :

- économiser le pétrole, en particulier pour allonger la durée de la période de transition vers d'autres énergies.
- hiérarchiser ses usages : le garder là où pour l'instant il est irremplaçable
- développer les énergies de substitution

Si ce dernier enjeu relève d'abord d'une voie technologique, les deux premiers se situent dans une approche sociétale. Ces points de vue, souvent opposés, me semblent complémentaires et indispensables l'un à l'autre.

Quelques mots d'abord sur la voie technologique. Pour permettre une bonne allocation des ressources dans la recherche d'énergies de substitution, il faut d'abord se mettre d'accord sur un état des lieux des techniques potentielles avec des hypothèses de calendrier sur leur disponibilité et leur rendement : économies d'énergie, efficacité énergétique, énergies renouvelables, avenir du nucléaire (déchets, date du "pic d'uranium"), carburants de substitution (algues, transformation du CO2), hydrogène... Une vision plus claire et un suivi des hypothèses des experts, de leur consensus et de leurs désaccords paraît indispensable pour se référer à des scénarios de substitution dans le temps.

Dans l'immédiat, il faut soutenir les filières industrielles qui permettent d'allonger la période de transition (économies d'énergie) ou de gérer cette

période : moteurs hybrides, éolien (il est plus facile de démanteler des parcs éoliens qu'une centrale nucléaire...)...

À partir des scénarios de substitution dans le temps, un débat sociétal doit s'instaurer sur la hiérarchisation des usages du pétrole. S'il est généralement admis qu'on ne devrait plus l'utiliser pour le chauffage ou la production électrique, les priorités entre la pétrochimie et la mobilité, et entre les utilisations dans chacun de ces secteurs, n'ont jamais été discutées : dans quel délai disposera-t-on de substituts éventuels (à partir des végétaux) aux plastiques, aux cosmétiques et aux tissus synthétiques ? Dans quels cas le pétrole apparaît-il aujourd'hui irremplaçable ? Les mêmes questions se posent pour son utilisation dans les divers modes de transport (fret et voyageurs).

Ainsi le débat technologique est indispensable : renvoyant dos à dos les scientifiques et experts qui pensent que la technique suffira à répondre à nos problèmes énergétiques comme ceux qui disent que la réponse n'est pas technologique, je pense que la technologie seule est insuffisante, mais qu'elle est nécessaire à la réponse sociétale.

Une des limites de la réponse technologique est l'existence dans la société de "l'effet rebond". Souvent, les avancées technologiques augmentent l'efficacité des produits et des services en abaissant leur prix. Les individus peuvent alors consommer davantage et au total on constate une augmentation globale de la consommation énergétique. Ainsi l'amélioration des performances des moteurs automobiles s'est traduite d'abord par une augmentation du poids des automobiles lié à leur confort, ensuite par une augmentation du nombre global de voitures et des distances parcourues par chaque voiture. De même, l'amélioration de l'isolation thermique des logements se traduit souvent par une augmentation de la température souhaitée par les occupants. Enfin, le pouvoir d'achat dégagé par la baisse de prix peut être utilisé pour acheter par exemple des produits électroniques, ce qui ne fait que déplacer le problème.

Cet "effet rebond" peut être tempéré par les normes ou règlements et par les prix. Par exemple, le parti socialiste a déposé, lors de la dernière discussion sur l'énergie (loi NOME) un amendement distinguant

pour chaque ménage une consommation forfaitaire électrique, à un prix abordable, et au-delà une consommation de confort à un tarif progressif (amendement refusé...). L'action sur les prix, en particulier par la fiscalité, est également efficace dans ces domaines. La proposition de M. Jancovici ("Le plein s'il vous plaît") de capter une partie de la rente pétrolière pour financer la transition vers l'après pétrole par l'instauration d'une taxe augmentant régulièrement son prix est essentielle : son avatar proposé par le gouvernement, la taxe carbone, inefficace écologiquement et injuste socialement, a été abandonné. Une contribution climat énergie reste au programme du parti socialiste. Mon collègue Jean Launay est un spécialiste de cette question. De même, le débat sur le financement des énergies renouvelables porte en France sur l'augmentation éventuellement insupportable de la CSPE (qui finance aussi la péréquation des tarifs et la cogénération). Pourquoi ne pas faire comme en Allemagne en captant une partie de la rente nucléaire, en échange de la prolongation de la durée de vie des centrales, par une taxe sur le nucléaire finançant le développement des énergies renouvelables ? Autre proposition faite par mon collègue Philippe Plisson pour initier des comportements vertueux : une TVA modulable selon le contenu carbone des produits et des services... Les suggestions ne manquent pas.

Pour accélérer la disparition du pétrole dans les domaines du chauffage et de la production électrique, on peut aussi répondre à la demande économique et citoyenne de responsabilisation individuelle : de plus en plus de nos concitoyens veulent non seulement faire des économies d'énergie mais aussi devenir autonomes, voire producteurs d'énergie. Ils se heurtent à une culture française encore très centralisée dans ce domaine, où on parle presque toujours de "centrales" électriques, alors que par définition les énergies renouvelables sont décentralisées. C'est curieusement le seul domaine où le renversement culturel, dans une France qui s'est construite sur la centralisation, n'est pas achevé. Depuis les années 1980, la décentralisation s'est faite en politique, dans les médias, et surtout en informatique : de l'informatique centralisée et distribuée des années 70- 80, on est passé grâce au microordinateur à une informatique répartie, ce qui a permis en particulier la création du réseau Internet, beaucoup plus robuste que l'ancien réseau. Il y a plus qu'une analogie avec la transformation nécessaire de

notre système électrique. Il faut repenser notre réseau qui doit aussi collecter, le rendre "intelligent" pour assurer les équilibres, mettre en place les "compteurs intelligents" pas seulement au profit du distributeur, mais au service du consommateur, encourager la production individuelle (solaire, petites éoliennes esthétiques)...

Les changements de comportement individuel, imposés ou favorisés, accompagneront les changements culturels collectifs indispensables pour l'après pétrole, ceux que l'on résume habituellement par la nécessité de changer de modèle de développement en modifiant profondément nos modes de production et de consommation. Beaucoup de pistes peuvent être explorées ou encouragées, notamment l'économie de fonctionnalité, l'abandon de l'obsolescence programmée des produits, une réorientation de la publicité... Pour ces changements, la prise en compte des territoires et des collectivités locales est essentielle. Encore faudrait-il changer nos perceptions et parier sur la complémentarité entre le "rural" et l'"urbain" et non sur leur opposition. L'un et l'autre sont en co-développement. Alors que le gouvernement actuel procède à une reconcentration des services dans l'urbain (postes, casernes, hôpitaux, tribunaux...) qui dévitalise le "rural", il nous faut jouer la subsidiarité pour renforcer la proximité, une réponse incontournable à la question des transports et de la mobilité.

De même les collectivités territoriales sont en première ligne sur la question de l'habitat. Pour favoriser le renouvellement du parc ancien, source très importante d'économies d'énergie potentielles, et facteur de justice sociale, j'ai proposé il y a trois ans au ministre de mettre en place une procédure de type "emplois-jeune" en lien avec l'adaptation nécessaire des métiers du bâtiment aux préoccupations écologiques : diagnostic thermique, isolation, plomberie et électricité pour les énergies renouvelables... Les besoins en personnel formé sont immenses. La procédure engagée avec la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) et la FFB (Fédération Française du Bâtiment) va dans le bon sens mais n'est pas à l'échelle des besoins. Il me semble que la mise en place d'un tel projet devrait être prioritaire en 2012.

En conclusion, si la fin du pétrole est inéluctable, la question de la période de transition reste ouverte. Pour ma part, je ne pense pas que la fin du pétrole arrivera dans les 10 ans qui viennent. Par compte, la tension sur les prix est quasi certaine : c'est pourquoi dès 2012 il faut desserrer la contrainte par des mesures normatives, fiscales ou incitatives favorisant

les économies et l'émergence d'énergies de substitution. Le soutien à la recherche dans ces domaines est évidemment prioritaire. Ceci n'est que l'amorçage d'un changement culturel plus profond nécessaire pour passer d'un objectif de croissance (quantitatif) à un objectif de développement (qualitatif).

Annexe

Le Parti Socialiste travaille. Il prépare avec application et détermination l'échéance de 2012. Il va proposer aux Français un projet qui les mobilise pour conduire avec justice et efficacité l'indispensable et urgente transformation d'un monde qui s'échoue sur une crise économique sociale et environnementale sans précédent.

Le Parti Socialiste travaille. Il écoute, analyse, imagine et confronte ses pistes de réflexion avec celles qui émanent des forces sociales, des ONG, des experts et des citoyens.

Votre réunion, comme le séminaire de travail sur l'économie verte qui s'est tenu samedi dernier ou le forum sur les biens essentiels qui se prépare actuellement, en témoignent. Dans les semaines qui viennent, tout cet armement intellectuel accumulé, va converger. Vos travaux d'aujourd'hui s'inscrivent dans cette dynamique et j'en remercie chaleureusement les organisateurs et les participants.

Vous avez choisi de travailler sur le pic pétrolier et l'invention d'un monde développé, industriel, car c'est ainsi que nous le concevons et sevré de son addiction au pétrole. C'est la transition environnementale de notre économie de nos modes de vie que nous devons conduire et accompagner. Lorsqu'on évoque le pétrole, on pense énergie mais il faut aussi penser matériaux. Le pétrole n'est pas que dans nos moteurs

Message de Martine Aubry

PREMIÈRE SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

ou dans nos chaudières. Il est aussi dans les plastifiants, les médicaments. Il faudra donc lui substituer à la fois des énergies renouvelables et des nouvelles molécules. L'enjeu n'est pas seulement de faire face à un épuisement des réserves pétrolières. Même si ces réserves étaient illimitées, la nécessité de diminuer par 4 d'ici 2050, nos émissions de gaz à effets de serre nous oblige, d'une part à la sobriété et à une diminution de notre consommation d'énergie et d'autre part à substituer aux énergies fossiles des nouvelles sources d'énergie.

En matière d'énergie renouvelables, la France doit rattraper son retard. Et la déstabilisation qu'a infligée le gouvernement aux secteurs photovoltaïque et éolien est imprévoyante et dangereuse pour la compétitivité et l'emploi. Vous en débattrez, ainsi que des politiques publiques que nous devons mener pour assurer les filières industrielles des énergies renouvelables et notre production ? Quel mix énergétique ? Quelle place pour la décentralisation des productions d'énergie dans un pôle public d'énergie ? Quel est l'avenir de la filière nucléaire. Je sais qu'au sein des participants, il y a débat, comme dans la gauche et dans le pays.

Ces débats et les propositions qui en naîtront irrigueront le Parti Socialiste avant d'être partagés avec le pays. Je vous souhaite de bons travaux, un débat riche et des conclusions énergiques.